



La « guerre hybride » des États-Unis contre la Chine est entrée dans une nouvelle phase

La Chine et les zombies du passé

Par [Christopher Black](#)

Mondialisation.ca, 06 septembre 2019

[New Eastern Outlook](#) 14 août 2019

Région : [Asie](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

La guerre hybride menée contre la Chine par les États-Unis et leur troupeau d'États marionnettes, du Royaume-Uni au Canada en passant par l'Australie, est entrée dans une nouvelle phase.

La première étape impliquait le transfert massif de forces aériennes et navales américaines dans le Pacifique, ainsi que des provocations constantes contre la Chine dans la mer de Chine méridionale et dans le détroit de Taïwan.

La deuxième étape a été une campagne de désinformation sur le traitement de ses groupes minoritaires par la Chine, en particulier au Tibet et en Chine occidentale.

Le fait que cette campagne de propagande ait été menée par des pays comme les États-Unis, le Canada et l'Australie, qui ont les pires bilans au monde en matière de droits de l'homme à l'égard de leurs minorités autochtones – soumises à des siècles de génocide culturel et physique par ces gouvernements -, et qui refusent de protéger leurs peuples minoritaires contre les attaques physiques et la discrimination dont ils sont l'objet, malgré leurs lois sur les droits de l'homme, a de quoi bouleverser tout observateur objectif.

Mais non contents de cela, la propagande a été étendue au développement économique de la Chine, à son commerce international, à l'Organisation de coopération de Shanghai, à son Initiative Belt and Road (nouvelle Route de la soie), à sa banque de développement et à d'autres installations et initiatives commerciales à travers lesquelles la Chine est accusée de vouloir contrôler le monde ; une accusation portée par la nation même qui menace de sanctions économiques ou pire, de destruction nucléaire quiconque, ami ou ennemi, s'oppose à ses tentatives de contrôler le monde.

La quatrième phase est la tentative américaine de dégrader l'économie chinoise via des « tarifs » douaniers punitifs, ce qui revient essentiellement à un embargo sur les produits chinois. La preuve que l'objectif de Washington n'est pas d'obtenir de nouveaux accords commerciaux plus profitables aux USA, mais de mettre la Chine à genoux est que l'effet négatif de ces taxes douanières sur les consommateurs, les agriculteurs et les fabricants américains soit considéré comme secondaire par rapport au principal objectif.

L'année dernière, la guerre larvée est passée à une cinquième phase, avec l'enlèvement et de la détention illégale de Meng Wanzhou, directrice financière de la société technologique chinoise Huawei, synchronisés avec une campagne massive menée par les États-Unis pour

forcer leurs alliés-marionnettes à abandonner toute relation avec cette société. Meng Wanzhou est toujours détenue contre son gré au Canada sur ordre des États-Unis. Des Chinois ont été harcelés aux États-Unis, en Australie et au Canada.

La dernière phase en date de cette guerre hybride est l'insurrection provoquée par les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et autres à Hong Kong, en utilisant des tactiques visant à inciter la Chine à réprimer les émeutiers pour amplifier la propagande anti-chinoise, ou à pousser les « protestataires » à déclarer l'indépendance de Hong Kong envers la Chine et ensuite à la soutenir.

Mitch McConnell, un sénateur américain, a implicitement menacé d'un tel scénario dans une déclaration du 12 août, en déclarant que les États-Unis avertissaient la Chine de ne pas bloquer les manifestations et que si elles étaient réprimées, des troubles suivraient. En d'autres termes, les États-Unis affirment leur soutien envers les voyous en chemises noires, les chemises des fascistes. Cette nouvelle phase est très dangereuse, comme le gouvernement chinois l'a déclaré à maintes reprises, et doit être gérée avec toute l'intelligence et la détermination du peuple chinois.

De nombreux éléments démontrent aujourd'hui que le Royaume-Uni et les États-Unis sont à l'origine des événements de Hong Kong. Lorsque l'ordre des avocats de Hong Kong s'est joint aux protestations, l'Occident a prétendu que même les avocats soutenaient les protestations dans le but de rendre justice au peuple. Mais les dirigeants de cette association sont tous soit des avocats britanniques, soit des membres de cabinets d'avocats basés à Londres, comme Jimmy Chan, chef du Human Civil Rights Front créé en 2002 dans le but de séparer Hong Kong de la Chine, comme Kevin Lam, associé dans un autre cabinet basé à Londres, et Steve Kwok et Alvin Yeung, membres du parti anti-Chine Civic qui vont rencontrer la semaine prochaine des responsables américains.

Kwok a appelé à l'indépendance de Hong Kong lors d'autres visites, certaines parrainées par le Conseil national de sécurité des États-Unis, et a demandé aux États-Unis d'invoquer leur Hong Kong Policy Act, qui, entre autres choses, charge le président américain de prendre une ordonnance suspendant son traitement de Hong Kong comme un territoire distinct en matière commerciale. Cela aurait pour effet de nuire au commerce global de la Chine, car une grande partie de ses revenus provient de Hong Kong. Le président peut invoquer la loi s'il décide que Hong Kong « n'est pas suffisamment autonome pour justifier de la traiter séparément de la Chine ».

Parallèlement à l'appel de Kwok en faveur de l'application de cette loi, le sénateur américain Ted Cruz a déposé un projet de loi intitulé Loi de réévaluation de Hong Kong, et demandé au président de rapporter « la manière dont la Chine exploite Hong Kong pour contourner les lois des États-Unis ».

Mais il semble que la campagne de propagande anti-chinoise n'ait pas l'effet escompté. Le *New York Times* a publié [un article](#) le 13 août intitulé : « La Chine mène une guerre de désinformation contre les manifestants. » Embarrassés par le fait que des fonctionnaires consulaires américains aient été pris en flagrant délit de collusion avec des dirigeants protestataires dans un hôtel de Hong Kong, et par des déclarations ouvertes de soutien aux manifestants de la part des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni, ainsi que par des tentatives un peu trop visibles de traiter Hong Kong comme un État indépendant, les services secrets américains ont dû tenter de contrer les comptes rendus chinois des faits en déclarant que tout ce que dit la Chine est de la désinformation.

Les objectifs des États-Unis et du Royaume-Uni ont été révélés dans ce passage de l'article,

Hong Kong, que la Grande-Bretagne a rendue à la domination chinoise en 1997, reste en dehors du grand firewall de la Chine, et se trouve donc sur l'une des plus grandes lignes de faille de l'Internet mondial. Préserver sa liberté de vivre sans contrôle de la Chine continentale est devenu l'une des causes qui motivent maintenant les protestations. »

Cette déclaration va à l'encontre de l'accord entre le Royaume-Uni et la Chine passé lorsque le Royaume-Uni a finalement accepté de quitter Hong Kong. Nous devons être conscients de ce que dit l'Accord. Promulgué le 4 avril 1990 mais entré en vigueur le 1er juillet 1997, date de la rétrocession du territoire à la Chine, [son préambule](#) stipule : *

Hong Kong fait partie du territoire de la Chine depuis l'Antiquité ; elle a été occupée par la Grande-Bretagne au cours des Guerres de l'opium, en 1840. Le 19 décembre 1984, les Gouvernements chinois et britannique ont signé une Déclaration commune sur la question de Hong Kong, affirmant que le Gouvernement de la République populaire de Chine reprendra l'exercice de sa souveraineté sur Hong Kong avec effet au 1er juillet 1997, répondant ainsi à l'aspiration commune, chère au peuple chinois depuis longtemps, du retour de Hong Kong dans le giron de sa mère patrie.

Défendant l'unité nationale et l'intégrité territoriale, préservant la prospérité et la stabilité de Hong Kong et tenant compte de son histoire et de ses réalités, la République populaire de Chine a décidé qu'une Région administrative spéciale de Hong Kong serait établie conformément aux dispositions de l'article 31 de la Constitution de la République populaire de Chine et que, selon le principe « un pays, deux systèmes », le système et les politiques socialistes ne seraient pas appliqués à Hong Kong lorsque la Chine reprendra la souveraineté sur Hong Kong. Les politiques fondamentales de la République populaire de Chine concernant Hong Kong ont été développées par le gouvernement chinois dans la [Déclaration conjointe sino-britannique](#).

Conformément à la Constitution de la République populaire de Chine, l'Assemblée nationale populaire adopte la Loi fondamentale de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine, qui prescrit les systèmes à appliquer dans la Région administrative spéciale de Hong Kong, afin d'assurer la mise en œuvre des politiques fondamentales de la République populaire de Chine concernant Hong Kong. »

Hong Kong fait partie de la Chine. C'est le fait essentiel énoncé dans la Loi fondamentale approuvée par le Royaume-Uni et la Chine. C'est une région administrative de la Chine. Ce n'est pas un État indépendant et ne l'était pas lorsque la Grande-Bretagne l'a pris et occupé par la force.

L'affirmation selon laquelle les manifestants tentent de préserver quelque chose qui n'a jamais existé - de se soustraire au contrôle de la Chine, puisque Hong Kong serait soumis au contrôle de la Chine - est donc nulle et non avenue. Le fait que la Chine ait permis à Hong Kong de conserver son système capitaliste le confirme. Le fait que la Chine puisse lui imposer le socialisme 50 ans après la signature du traité de rétrocession, ou plus tôt si certaines conditions sont remplies, le confirme également [La Chine a accepté de laisser le système capitaliste en place à Hong Kong pour une durée de 50 ans après la rétrocession, NdT].

Les prétextes aux émeutes, le premier étant un projet de loi sur l'extradition entre la Chine continentale et Hong Kong semblable à ceux qui existent entre certaines provinces du Canada et des États des États-Unis, le second étant l'affirmation selon laquelle l'insistance de la Chine sur sa souveraineté sur le territoire l'emporterait, en quelque sorte, sur l'autonomie limitée qui lui est accordée et menacerait cette autonomie, sont sans aucun fondement.

On pourrait facilement diviser le Canada en États séparés sur la base de ces arguments, ou encore diviser les États-Unis, ou même le Royaume-Uni, alors que Londres voit son pouvoir contesté en Irlande, dans le Pays de Galles et en l'Écosse par des groupes nationalistes. Et nous savons très bien que des manifestations violentes entraîneraient une rapide répression de ces séparatistes si les gouvernements centraux se sentaient menacés, en particulier si elles étaient aussi violentes que celles des chemises noires de Hong Kong. Nous avons vu ce qui s'est passé en Espagne, lorsque les Catalans ont tenté de se séparer de l'Espagne. Les dirigeants du mouvement sont maintenant en exil. Nous avons vu ce dont les États-Unis sont capables contre les manifestants lorsqu'ils ont ouvert le feu, à Kent State en 1970, sur des étudiants qui manifestaient pacifiquement. Ces choses ne sont pas oubliées. Nous savons comment les Britanniques réagiraient à de nouvelles tentatives en faveur d'une Irlande unie.

La Chine fait face à des attaques sur plusieurs fronts à la fois et il faudra de la sagesse, de l'endurance et la détermination du peuple chinois pour défendre sa révolution et se débarrasser une fois pour toutes de la domination coloniale et impérialiste. Ceux qui portent des drapeaux britanniques et américains lors des manifestations à Hong Kong, révèlent qui ils sont. Ils ne sont pas l'avenir de la Chine. Ils sont l'incarnation vivante d'une histoire morte et d'idées mortes, des zombies du passé.

Christopher Black

Article original en anglais :



[America's "Hybrid War" against China has Entered a New Phase](#)

[New Eastern Outlook](#) 14 août 2019

Traduction par entelekheia.fr

Note aux lecteurs: veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Partagez cet article.

* Note de la traduction :

Au vu de l'ingérence occidentale avérée à Hong Kong, on pourrait également citer [l'Article 23, chapitre II](#) de la Loi fondamentale de la région administrative spéciale de Hong Kong approuvée par la Grande-Bretagne et la Chine :

La Région administrative spéciale de Hong Kong promulguera ses propres lois pour interdire tout acte de trahison, de sécession, de sédition, de subversion contre le Gouvernement populaire central ou de vol de secrets d'État, pour interdire aux organisations ou organes politiques étrangers de mener des activités politiques dans la région et pour interdire aux organisations ou organes politiques de la région d'établir des liens avec des organisations ou organes politiques étrangers. »

Christopher Black est un avocat spécialisé en droit pénal international basé à Toronto. Il est connu pour un certain nombre d'affaires de crimes de guerre célèbres et a récemment publié son roman « [Beneath the Clouds](#) ». Il écrit des essais sur le droit international, la politique et l'actualité mondiale.

La source originale de cet article est [New Eastern Outlook](#)
Copyright © [Christopher Black](#), [New Eastern Outlook](#), 2019

Articles Par : [Christopher Black](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca